



HAL
open science

Relance des relations France-Brésil ?

Martine Droulers, Céline Raimbert

► **To cite this version:**

Martine Droulers, Céline Raimbert. Relance des relations France-Brésil ?. Relations internationales du Brésil, les chemins de la puissance vol 2 aspects régionaux et thématiques,, L'Harmattan, pp 177-189, 2010. halshs-00560590

HAL Id: halshs-00560590

<https://shs.hal.science/halshs-00560590>

Submitted on 28 Jan 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Relance des relations France-Brésil ?

Martine Droulers, CNRS-CREDAL
Céline Raimbert, doctorante, CREDAL-IDA

On a pu dire, ces dernières années, que les relations franco-brésiliennes étaient plus mythiques que réelles, mythiques dans le sens où elles restent marquées par l'époque héroïque de la grande influence du modèle français sur l'intelligentsia brésilienne post-indépendance¹. Cependant les relations entre les deux pays se sont affaiblies, tant sur le plan économique (le Brésil n'est que le 21ème client et le 22ème fournisseur de la France) que sur le plan culturel, en perte d'influence accélérée. Il est vrai que le Brésil est devenu un autre pays depuis qu'il a connu une explosion démographique et urbaine ; la comparaison du poids démographique respectif des deux pays est éclairante : si, avec 40 millions d'habitants, la France et le Brésil avaient la même population en 1940; en 2010, le Brésil compte trois fois plus d'habitants que la France (190 millions contre 63). Et pour l'immense majorité de la population, la référence française demeure inexistante. Comment se transforment les relations économiques, politiques, scientifiques et culturelles entre un pays jeune, où tout se vit en accéléré et un pays mûr, sûr de lui ; entre un « mégapays »² et un pays de l'Union Européenne?

Notre propos cherchera pourtant à dépasser la nostalgie de la perte d'influence de l'Europe et de la France en Amérique du sud pour mettre plutôt l'accent sur les nouvelles tendances des actions de coopération développées dans des relations de partenariat, d'échange et d'apprentissage réciproques. Pour ce faire, nous détaillerons ici des domaines de spécialité qui subsistent et se consolident et ceux qui offrent de nouvelles perspectives de coopération : en matière scientifique et universitaire, en matière économique et militaire dans quelques secteurs d'excellence sans oublier la coopération spécifique à la Guyane, ou encore un début de coopération croisée franco-brésilienne en Afrique.

1. Les vestiges du modèle français

Les relations entre le Brésil et la France avaient commencé par une époque d'emprunt des modèles français qui ont été, dans les dernières décennies du 20ème siècle, transmué en programmes de coopération. Le transfert de modèles constitue un processus socio-culturel assez complexe comportant des effets de « feed-back », c'est-à-dire un va-et-vient des croyances, des valeurs et des pratiques d'un continent à l'autre. La France, patrie de la liberté, du modèle républicain, des échanges artistiques³, a longtemps marquée les élites brésiliennes, au moins durant l'Empire et le début de la République (1890-1915).

1. L'élan du passé et son infléchissement

¹ L'indépendance du Brésil a été acquise en 1822, sans guerre, proclamée par le fils du roi du Portugal qui institua pour 65 ans, un Empire sous les Tropiques fait d'un mélange de rites français et de coutumes brésiliennes.

² Le Brésil avec 8,5 millions de km² représente plus de 16 fois la superficie de la France.

³ Mission artistique et scientifique française de 1816 avec Jean Baptiste Debret, Grandjean de Montigny, Nicolas-Antoine de Taunay, Augustin de Saint-Hilaire dont les travaux feront date..

L'influence du positivisme d'Auguste Comte, avec en point d'orgue à la fin du 19^{ème} siècle sa devise « Ordre et progrès » inscrite sur le drapeau brésilien, est bien connue. S'ajoute à cela, le rôle-clé de Victor Hugo sur le romantisme brésilien est également notable, avec ses retombées politiques sur le mouvement abolitionniste et la naissance d'un nationalisme symbolisé par la figure de l'Indien. Enfin, sur le plan religieux, l'influence d'Allan Kardec (alias Léon Denizard, 1803-1869) fondateur du spiritisme qui vise au progrès social par la réincarnation est profonde, la doctrine spiritiste s'épanouit mieux au Brésil qu'en France. Durant les années 1930, le mouvement spirite reconstruit et brésilienisé par cette alchimie propre à la société brésilienne qu'est le syncrétisme, prend la forme de l'*Umdanda* (art qui guérit) mouvement religieux qui regroupe actuellement des millions d'adeptes au Brésil (Aubrée&Laplantine, 1990). Le spiritisme et l'umbandisme avec leurs propres écoles, hôpitaux, œuvres de bienfaisance restent importants dans les classes populaires et moyennes urbaines d'un pays où les références sociales vont plus à la religion qu'à la laïcité.

Dans les années 1930, tandis que la nation brésilienne s'affirme et invente une société métisse, les relations France-Brésil se consolident, notamment à partir de la Mission Universitaire française qui participe à la création des Universités de São Paulo (USP) et de Rio de Janeiro en 1935 et inaugure une époque d'intenses échanges universitaires couronnée par la publication de magnifiques ouvrages de synthèse qui constituent toujours les références obligées des études brésiennes. L'analyse de la vitesse des transformations, le mélange des matrices culturelles et les phénomènes d'interpénétration sont tels qu'ils conduisent à l'énoncé de systèmes de concepts fluides, ou même liquides comme le dit Roger Bastide⁴ (1957)

En retour, dans les années 1950-60, le latino-americanisme s'affirme en France, dont témoigne la création au sein de l'Université de Paris de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (IHEAL) de la rue Saint-Guillaume, autour d'études historiques (F. Mauro), politiques, agraires, régionales. On comptait, 550 chercheurs et 6550 étudiants latino-américains (parmi lesquels 1570 Brésiliens) dans les universités françaises en 1983 (Chonchol et Martinière, 1985).

Au Brésil, l'action en faveur du français et des échanges culturels repose sur plusieurs types d'institutions au sein desquelles la coopération linguistique cherche un nouveau souffle. Dans l'enseignement scolaire, 210 000 élèves sur 50 millions étudient le français et les trois lycées français (São Paulo, Rio, Brasilia⁵) totalisent actuellement 1800 élèves dont environ 1000 Français. Les Alliances françaises du Brésil qui constituent le réseau le plus ancien et le plus dense du monde (39 implantations), accueillent 35000 élèves, tandis que les départements de langue des universités totalisent 20 000 apprenants de français. Les échanges artistiques -théâtre, arts plastiques, musique, danse- et la formation des professionnels de la culture, assez intenses, ont bénéficié de l'élan dû à l'excellente organisation de la Saison culturelle du Brésil en France en 2005, élan retrouvé en 2009 pour l'année de la France au Brésil. Dans le domaine du livre, les relations entre éditeurs et écrivains des deux pays sont étroites et le Brésil représente le premier marché pour le livre français en Amérique du Sud⁶. Au total, la démocratisation des pratiques culturelles élargit le champ des

⁴ Le syncrétisme (Bastide), le tropicalisme (Cendrars) ou le front pionnier (Monbeig), le Brésil enseigne la soumission des sociétés humaines à la nature et la révision des notions de temps et d'espace. Voir les ouvrages fondateurs de Jacques Lambert, 1952, Charles Morazé, 1954, Claude Lévi-Strauss, 1955.

⁵ Les lycées français ont été respectivement créés : à Rio de Janeiro en 1916, à São Paulo en 1925 et à Brasilia en 1984.

⁶ L'Amérique Latine représente près de 7% des cessions de titres français effectuées entre 2003 et 2007. A lui seul, le Brésil réalise 4.5% des cessions de droits de titres français. Sur les pays d'Amérique latine, les

échanges d'autant qu'ils peuvent s'appuyer sur une formule de mécénat par l'encouragement fiscal à la culture (loi Rouanet).

De plus, au fil des décennies, de part et d'autre les structures universitaires se diversifient et le Brésil étend et spécialise ses formations supérieures, davantage sur le modèle nord-américain⁷ que sur le modèle français, le nombre des formations doctorales s'étend et les brésiliens viennent moins se spécialiser en France, tandis que les études françaises concernant le Brésil stagnent. Ainsi, le nombre des thèses de doctorat en sciences humaines et sociales soutenues en France sur le Brésil entre 1975 et 2004 s'élève à un peu plus de 1400 (380 en économie, 210 en géographie et 205 en sociologie), chiffre assez stable avec la soutenance d'une cinquantaine de thèses par an (Cahiers du Brésil Contemporain, 2005)⁸.

La profondeur historique semble assurer une certaine durabilité à l'influence du modèle français dont quelques modèles sont imités comme celui de l'ENA (Ecole Nationale d'Administration) devenu ENAP (Ecole Nationale d'Administration Publique) au Brésil. Une influence qui perdure aussi à travers des réseaux assez complexes de groupes sociaux qui continuent à maintenir certains processus de diffusion culturelle et de pratiques sociales. Ainsi, sur le plan politique on remarque des similitudes sur les types d'intervention de l'Etat, les grandes politiques publiques, la participation populaire et même, n'observe-t-on pas entre le Parti des Travailleurs, PT, et la gauche plurielle des gouvernements Mitterrand à celui de Lionel Jospin de nombreux points communs ? Ainsi au Forum Social mondial, le premier s'étant tenu à Porto Alegre en 2001, les intellectuels et politiques français sont toujours bien représentés dans un contexte où la succession au pouvoir des deux partis sociaux-démocrates rivaux (PSDB et PT) qui ont appliqués des programmes similaires, a permis au Brésil de réaliser des avancées notables (Rouquié, 2006).

Est-ce que le modèle français offre des alternatives séduisantes. Un certain nombre d'initiatives sont discrètes et plusieurs d'entre elles innovantes.

1. 2. Des relations économiques à repenser dans la mondialisation

Un paradoxe caractérise les relations entre la France et le Brésil : une considérable référence culturelle et politique qui ne se traduit pas dans une coopération scientifique et technologique de grande ampleur et ni dans des relations économiques en croissance. Cela témoigne-t-il d'une certaine incompréhension qu'ont les Français du Brésil et de la manière d'y travailler ? Une société souple, spontanée, inventive, politiquement très ouverte désarçonne les Français centralisateurs qui misent beaucoup sur l'Etat... Malgré tout, le succès de firmes comme Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, Carrefour montre que les occasions d'entreprendre existent et que l'introduction dans le tissu économique est réelle. La chambre de commerce bilatérale France-Brésil, la CCFB plus ancienne créée au Brésil (1890), sert d'appui aux entreprises françaises désireuses d'exporter⁹.

sciences humaines ont le plus de succès et représentent 37% des cessions de droits, suivies à parts relativement égales par la littérature (17,4%) et la jeunesse (16,8%)

⁷ A l'exemple de l'Unicamp, université de Campinas (SP) créée en 1966 qui comporte des formations de 3^{ème} cycle de science et technologie.

⁸ En 2006, on comptait 1775 étudiants brésiliens dans tous les cycles universitaires français, selon les données ministérielles. D'autre part, l'offre d'études sur le Brésil proposées en France n'est pas étendue, à peine 10 départements de civilisation portugaise et brésilienne en France et une seule chaire d'histoire du Brésil à la Sorbonne. Le nombre des échanges entre élèves-ingénieurs des grandes écoles et étudiants des formations universitaire en ingénierie s'amplifie atteignant 823 en 2009 avec trois fois plus de brésiliens que de français.

⁹ UCCIFE, Dossier Spécial Brésil, n.72, octobre 2008. www.Francemondexpress.fr/IMG/pdf/dossier_bresil.pdf

Cependant, les temps changent ; le Brésil s'implante maintenant à son tour à l'international avec ses propres entreprises multinationales : Petrobras pour le secteur pétrolier, Embraer pour l'aéronautique, Vale pour le secteur minier, CSN et Gerdau pour la sidérurgie, Odebrecht pour les travaux publics¹⁰... Existe-t-il les conditions d'un véritable partenariat sur de nouveaux marchés? La France fait le pari d'une relation donnant-donnant et propose de s'engager dans d'importants transferts de technologie, c'est ainsi que depuis 2005, le Brésil est un « partenariat stratégique » de la France ce qui lui permet, par exemple, de pouvoir acquérir les instruments de sa souveraineté¹¹.

Le Brésil est le premier partenaire commercial de la France en Amérique latine et son troisième partenaire hors OCDE et Maghreb, derrière la Chine et la Russie. La France est le huitième fournisseur du Brésil, avec 2,7% de part de marché, contre 6,9% pour l'Allemagne et 14,8% pour les États-Unis. La France achète traditionnellement au Brésil des produits agroalimentaires (huiles brutes et tourteaux de soja) mais aussi des biens industriels. Elle exporte vers le Brésil des biens d'équipement, notamment des avions, des équipements pour l'automobile (Peugeot – Citroën à Rio de Janeiro, Renault à Curitiba) et des préparations pharmaceutiques (Sanofi-Aventis). La France a exporté vers le Brésil en 2008 pour 3,52 Mds d'euros et importé pour 3,97 Mds, soit un déficit de la balance commerciale de 448 millions d'euros. XXX

Les relations économiques entre la France et le Brésil semblent progresser ces dernières années. Les grandes entreprises françaises poursuivent leur développement dans le pays, 35 entreprises du CAC40 y ont des filiales¹² et près de 400 entreprises françaises y sont implantées (dont 250 à São Paulo et 80 à Rio de Janeiro) employant près de 400 000 personnes.

En matière d'investissements directs, la France est le quatrième partenaire du Brésil en termes de stock (environ 10 milliards d'euros), avec une part de marché de 7%. Sur l'année 2008, le flux des investissements directs français a pratiquement atteint 3 milliards de dollars, soit le double de l'année précédente. Le Brésil est, en terme de stock, la première destination des IDE [Investissements directs à l'étranger] français parmi les pays émergents. Des investissements ont été principalement réalisés dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications, des infrastructures/Transports, des services financiers et de l'agroalimentaire qui restent les principaux secteurs porteurs. La France est présente sur quelques projets phare du développement du pays : construction de la centrale nucléaire « Angra III » avec Areva, tramway et métro de São Paulo et Brasilia, hydroélectricité avec Alstom... Elle cherche actuellement à se positionner sur la construction à venir de la première ligne de TGV du pays, qui devrait ouvrir en 2014 entre Rio et São Paulo.

En forte expansion depuis quelques années, l'économie brésilienne attire des investisseurs par son dynamisme et l'ampleur de son marché. Les grands marchés de consommation-phare identifiés pour le Brésil vont des cosmétiques aux revêtements et céramiques, en passant par l'électroménager et l'automobile. Pour chacun d'entre eux et pour des domaines de pointe en aéronautique, chimie et nucléaire, le Brésil cherche à

¹⁰ Selon le Boston Consulting Group, « The New Global Challengers », juin 2006, douze entreprises brésiliennes sont considérées comme des « futures stars mondiales ». Outre les précédentes citées : Natura

¹¹ Notons la vente de quatre sous-marins Scorpène, le développement de la partie non-nucléaire d'un futur sous-marin nucléaire d'attaque brésilien et d'une base de sous-marins, ainsi qu'un important contrat portant sur les hélicoptères et des promesses dans le domaine spatial et dans le nucléaire civil.

¹² Saint-Gobain compte une vingtaine d'implantations.

approfondir les transferts de technologie mettant en concurrence les fournisseurs potentiels.

2. Un nouveau style de coopération au 21^{ème} siècle

La signature, en 2005, d'un partenariat stratégique entre la France et le Brésil n'augure-t-elle pas d'un nouveau style de coopération d'Etat à la fois renouvelée et renforcée. Outre les liens d'amitié étroits et traditionnels qui unissent les deux pays, ce partenariat, résolument politique, s'appuie sur des stratégies de relations internationales diverses, complexes et basée sur la réciprocité. Pays émergent et ambitieux, le Brésil représente, pour la France, « un pari sur l'avenir ». Déjà puissance régionale au sein du Cône Sud, en passe de figurer parmi les poids lourds de l'économie mondiale, le Brésil apparaît comme un allié de choix pour une France dont la croissance stagne et qui perdra des places dans le classement des puissances mondiales, au profit justement de pays émergents comme le Brésil, la Chine ou l'Inde. Puissance installée de l'Ancien Monde, la France préfère « se montrer proactive plutôt que réactive, entendant bien accompagner le mouvement pour continuer à peser sur l'Histoire »¹³. Une Histoire à laquelle le Brésil souhaite tout autant participer, en infléchissant et reconfigurant au niveau mondial certaines règles du jeu, tout en appuyant au mieux ses intérêts propres. Le Brésil aspire ainsi à siéger en tant que membre permanent au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies (O.N.U.) et à consolider un G13. Le pays développe, à cet effet, des alliances privilégiées, telles un tremplin pour acquérir le statut de puissance mondiale qu'il revendique. Dans ce contexte, la France se présente comme un partenaire stratégique en raison de son influence dans le monde (membre permanent du Conseil de Sécurité, membre du G7, Etat influent de l'Union Européenne, participation active aux grands débats mondiaux au sein de multiples instances de régulation (O.C.D.E, F.M.I), etc.)

2.1. Une coopération scientifique de plus en plus structurée

Les partenariats entre les organismes de recherche des deux pays portent notamment sur la biodiversité amazonienne, le génome, les mathématiques fondamentales et appliquées, les changements climatiques, les sciences sociales et humaines¹⁴. Les programmes de technologies innovantes connaissent un important développement. Plus de 2600 brésiliens étudient dans les universités françaises et 825 dans les grandes écoles. La coopération franco-brésilienne dans le domaine universitaire est basée sur des accords spécifiques :

○ la COFECUB¹⁵, Comité Français d'Évaluation de la Coopération Universitaire et Scientifique avec le Brésil, représente un outil majeur des échanges universitaires. L'accord CAPES-COFECUB existe depuis 1979 : ce programme vise à la formation et au

¹³ MAEE, *Evaluation de la coopération française avec le Brésil (1997 – 2006) : vers un partenariat stratégique. Rapport définitif, janvier 2008*. Saint-Germain-en-Laye : SERES, 2008, p. 13.

¹⁴ Les actions de coopération s'appuient sur la mobilisation d'experts scientifiques, les deux pays favorisent et formalisent les partenariats et échanges entre instituts de recherche, tels le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad), l'Institut Pasteur, l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), le Centre Nationale de la Recherche Scientifique (CNRS), bâtissent d'importants projets de recherche avec leurs homologues brésiliens : l'Agence Brésilienne de Développement (ABC), l'Embrapa (Entreprise Brésilienne de Recherche Agronomique), la FioCruz (Fondation Oswaldo Cruz, équivalent brésilien de l'Institut Pasteur) ainsi que les universités).

¹⁵ <http://www.egide.asso.fr/jahia/Jahia/accueil/appels/cofecub>

perfectionnement de jeunes universitaires et chercheurs. Il totalise actuellement 130 projets, concerne une cinquantaine d'institutions d'enseignement supérieur de part et d'autre et fait état de 1500 docteurs brésiliens diplômés et 300 français, ainsi que de milliers d'articles scientifiques, des livres, des films et des colloques. Il permet le renforcement, voire la création, de formation Master et Doctorat, tout en resserrant liens scientifiques et liens institutionnels. Depuis 1994, l'accord USP-COFECUB, apporte un soutien à des recherches conjointes entre scientifiques confirmés de l'université de São Paulo.

- Le collège doctoral franco-brésilien existe depuis 2005. Ses objectifs principaux sont la mobilité étudiante, l'appui à des co-directions et co-tutelles, le développement de la coopération scientifique entre groupes de recherche, la promotion de l'excellence scientifique, universitaire et culturelle de la France à l'étranger. L'accent est donc mis sur la co-diplômation perçue comme l'un des axes d'une relation académique fructueuse. Actuellement, le consortium compte 80 établissements brésiliens et 61 français, et offre quelques dizaines de bourses par an.

- Le Centre franco-brésilien sur la biodiversité amazonienne (CFBBA) créé au printemps 2009. Il a pour objectif de renforcer les liens scientifiques et technologiques de la France et du Brésil sur l'Amazonie en incitant au développement de projets de recherche conjoints et en fournissant des études et propositions de mécanismes opérationnels de conservation et utilisation durable des ressources amazoniennes. Des accords relatifs à la coopération sur le développement durable du biome amazonien et la création du Centre franco-brésilien de la biodiversité amazonienne ont été signés en 2009 positionnant les Français aux côtés des Brésiliens dans le domaine stratégique des questions climatiques. Ce que confirme la création d'un groupe de travail conjoint afin d'aboutir à une position concertée à Copenhague.

2.2. Les perspectives décentralisées et transfrontalières du partenariat stratégique

Ce type de partenariat signifie que le dialogue entre les deux pays soit soutenu ; dialogue initié dès 1995 par la volonté, déjà annoncée, de la France d'établir un « nouveau partenariat » politique avec le Brésil. A cet égard, les visites au plus haut niveau n'ont cessé de se multiplier depuis lors¹⁶. Dans ce cadre, l'Année du Brésil en France, dont la visite du président Lula a constitué le point d'orgue, a permis d'accroître encore les contacts au niveau ministériel. Organisé avec le Sommet UE-Brésil du 22 décembre, dernier sommet de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, le Sommet France-Brésil du 23 décembre 2008 à Rio de Janeiro a également été l'occasion de la signature d'un plan d'action ambitieux dans le cadre du partenariat stratégique. Depuis ce Sommet du 23 décembre, les relations franco-brésiliennes ont pris une consistance exceptionnelle, marquée par un dialogue politique renforcé pour la préparation du G20 de Londres et du G8/G14 de L'Aquila (avant lequel les présidents Sarkozy et Lula ont publié une tribune commune dans la presse internationale) et dans la perspective du sommet du G20 de Pittsburgh en septembre 2009 et de la conférence de Copenhague en novembre 2009. Parallèlement, l'Année de la France, lancée au Brésil

¹⁶ visite d'État du président Cardoso (mai 1996), visite au Brésil du président Chirac (mars 1997), rencontre des deux présidents en Guyane (novembre 1997) et au Sommet de Rio (juin 1999), visite du président Cardoso à Paris en octobre 2001, visite en France du président Lula da Silva (janvier 2003), entretiens entre les présidents Chirac et Lula en marge des 58ème et 59ème Assemblées générales des Nations unies (septembre 2003 et 2004) et du Sommet de Guadalajara (mai 2004), entretiens fréquents entre les ministres des Affaires étrangères, visite en France du président Lula da Silva du 12 au 15 juillet 2005.

par les deux ministres de la Culture le 21 avril 2009 à Rio de Janeiro, permet à son tour d'intensifier les échanges entre les deux pays, et notamment de présenter aux Brésiliens tout le spectre de la coopération de la France avec le Brésil : d'un point de vue culturel, mais aussi économique, scientifique, concernant la technologie, le débat d'idées, l'environnement, le sport, etc. Enfin, la récente visite d'État du président Sarkozy à l'occasion de la fête nationale brésilienne, le 7 septembre 2009, s'est couronnée de succès. Cinquième en huit mois, cette rencontre marque une nouvelle étape, après une séquence des plus fournies, dans une relation politique faite pour durer ; le partenariat stratégique s'en est trouvé une nouvelle fois renforcé et élargi. Aussi, la relation franco-brésilienne devrait-elle continuer à se densifier au fil des grandes échéances mondiales et du rythme du travail en commun réalisé dans le cadre d'un dialogue politique inédit.

Ces discussions autant que le partenariat s'axent, par ailleurs, autour de thèmes privilégiés et prioritaires tels que la promotion des principes démocratiques et des droits de l'Homme, le renforcement du droit international et du multilatéralisme, la promotion du développement et le respect de la justice sociale, la défense de la paix et de la sécurité, mais aussi l'attachement à la non-prolifération des armes de destruction massive et au désarmement, la protection de l'environnement et de la diversité culturelle. Sans rentrer dans tous les détails et subtilités des échanges et relations politiques franco-brésiliens, nous nous attacherons simplement ici à quelques domaines liés à des points d'actualité. C'est le cas, entre autres, de la défense. La coopération dans ce secteur connaît, en effet, des développements importants, caractérisés par la cession de matériel militaire (porte-avions Foch en 2000, avions Mirage en 2005) dont l'actualité la plus récente concerne les négociations autour des sous-marins nucléaires et de la vente de l'avion français de combat Rafale, bien positionné face à Saab son concurrent suédois. Sont ainsi en jeu des transferts directs de technologie que l'entreprise française Dassault est prête à concéder.

Autre point-clé, la coopération France – Brésil comporte un important volet transfrontalier original, lié aux 790 km de frontière commune entre la France et le Brésil au niveau de la Guyane. Dans ce cadre, les deux présidents, qui se sont notamment rencontrés le 12 février 2008 à Saint Georges de l'Oyapock sur leur frontière commune, ont marqué leur volonté de développer le partenariat stratégique dans ses dimensions transfrontalière, bilatérale et internationale. Un pont est alors jeté de chaque côté de la frontière sur le fleuve frontalier Oyapock dont la construction, approuvée par les parlements respectifs, a débuté en juillet 2009. L'ouvrage facilitera alors la liaison routière Cayenne – Macapá et favorisera l'insertion de la Guyane dans son environnement régional, en donnant lieu à de nouveaux accords de coopération notamment sur les plans policier, commercial et social. Cette coopération permet d'apporter des réponses aux préoccupations de chaque partie, liées aux différents risques frontaliers (immigration clandestine, sécurité, mouche de la carambole, etc.), d'encourager les échanges humains et commerciaux (éducation, circulation) et de développer la région amazonienne dans le respect des populations locales et d'un environnement exceptionnel. Suite à la présence marquée du président français à Manaus pour la rencontre des pays amazoniens en novembre 2009, M. Nicolas Sarkozy et M. Lula da Silva se sont décidés à rentrer ensemble dans la lutte pour sauver le sommet de Copenhague de décembre 2009, face à l'alliance des Etats-Unis et de la Chine, considérés comme les principaux pollueurs et connus pour les réticences à prendre des engagements concrets et durables en matière d'environnement. En ce sens, le français Nicolas Sarkozy se fait Amazonien, et accompagné de son homologue brésilien, ils font, conjointement, de l'environnement leur cheval de bataille sur la scène internationale.

Dans ce contexte, les relations franco-brésiliennes, notamment transfrontalières, font porter l'accent sur la gestion des aires protégées et les études conjointes de la biodiversité. Outre le très récent centre franco-brésilien de la biodiversité, des projets de jumelage des parcs naturels se font jour, sur la frontière commune entre la Guyane et l'état d'Amapá, mais également dans le cadre de la coopération décentralisée. Officialisé en Guyane le 12 février 2008, ce type de coopération, jumelant villes, parcs naturels et régions, fait l'objet d'initiatives depuis la fin des années 1980. Développant fortement son volet environnemental, la coopération décentralisée encadre des accords comme celui de la région PACA (Provence-Alpes-Côte d'Azur) avec l'état de São Paulo, celui de Rhône-Alpes avec le Paraná ou celui du Nord-Pas-de-Calais avec le Minas Gerais. Appuyant ce dynamisme, une exposition relative aux mosaïques d'aires protégées (programme franco-brésilien de coopération bilatérale entre le ministère de l'environnement et l'Ambassade de France au Brésil, parcourt différentes régions françaises et brésiliennes, en même temps qu'elle a été mise en ligne sur le site de la Fédération des Parcs naturels Régionaux de France.

2.3. Les nouveaux enjeux de la coopération franco-brésilienne en Afrique.

Ce type de coopération croisée, représente un nouvel axe d'une relation renforcée France-Brésil qui prend la forme d'une coopération trilatérale aussi récente que stratégique mais qui s'établit pourtant sur un fond d'échanges atlantiques entre la France, le Brésil et l'Afrique ancien et divers. Sans revenir sur les heures sombres du commerce triangulaire, les liens noués alors n'ont cessé de se renouveler et de se réinventer sous de multiples formes, qu'elles soient économiques, politiques, culturelles ou scientifiques. Ainsi les travaux de Roger Bastide ou de Pierre Verger illustrent à merveille ce que pourrait être une relation trilatérale intense basée sur des échanges multiples et divers. Le premier consacra ses recherches à « découvrir l'Afrique au Brésil » portant le concept d' « Amériques noires », bientôt rejoint par le photographe et ethnologue Pierre Verger. Ces précurseurs de la recherche afro-américaniste en France¹⁷ donnèrent une identité propre aux religions afro-brésiliennes, c'est l'Afrique que les deux hommes observent depuis le Brésil, de même que leur pérégrination africaine¹⁸ s'apparente à la quête d'un certain Brésil. D'une manière qui peut paraître anecdotique quoique révélatrice, ils mettent en exergue les potentialités d'un entrelacs de relations profondes, à la fois anciennes et rénovées, qui uniraient la France, le Brésil et l'Afrique.

Le Brésil, qui compterait la deuxième population noire dans le monde après le Nigéria, demeure marqué du sceau de l'apport du continent africain. Au-delà de cet aspect purement démographique, l'Afrique, est aussi pour le Brésil tout un héritage ; le pays revendique désormais ses racines africaines, en les plaçant au cœur de son identité nationale. Il promeut et protège les survivances et manifestations culturelles africaines, il reconnaît un statut spécifique aux *quilombola*¹⁹, Sa participation au Festival Mondial

¹⁷ *Le Candomblé de Bahia* (1958) ou *Les religions africaines au Brésil* (1960) figurent parmi les écrits majeurs de Roger Bastide. Quant à Pierre Verger, lui-même initié au *candomblé*, il laisse un essai (agrémenté de quelques 180 photographies) intitulé *Dieux d'Afrique* (1954) où il compare les rites du culte vaudou du Dahomey, du Nigéria et du Brésil.

¹⁸ En 1958, Pierre Verger organise pour Roger Bastide un voyage incluant plusieurs pays de l'Afrique occidentale.

¹⁹ Les quilombolas définies à la Constitution de 1988, assurent, à l'instar des Amérindiens, des terres aux descendants d'esclaves marrons constitués en communautés rémanentes. Le Brésil compte, actuellement, quelques 1200 communautés rémanentes de quilombos officiellement reconnues.

des Arts Nègres²⁰ est très remarquée, tout comme la mise en place, à partir de 1974, d'un ambitieux programme de coopération culturelle, etc. Le Président Lula déclare, en 2003, à Maputo, Mozambique : « Le Brésil a l'obligation morale, politique et éthique de faire ce qu'il fait pour le continent africain (...). L'Afrique a fait de nous ce que nous sommes ». Derrière ce discours éthique, se cachent également des intérêts pragmatiques et politiques. L'Afrique offre au Brésil la possibilité d'exercer son influence sur les pays les moins avancés, en revendiquant d'en être le porte-parole dans les instances dont ils sont exclus, et d'ainsi espérer trouver sa place parmi les Grands, en se plaçant en position de leader des pays émergents. Les calculs économiques, enfin, ne sont pas absents et le marché africain ne manque pas d'intérêt pour les investisseurs brésiliens, notamment dans les secteurs des infrastructures, de l'agriculture et de l'agro-industrie, mais aussi des mines.

De son côté, la France entretient avec les pays africains des « relations familiales ou sentimentales où la rationalité est difficile à percevoir »²¹. La logique traditionnelle des relations franco-africaines consistait à favoriser le bilatéralisme dans un contexte d'exclusivité francophone. Ce type de politique paternaliste a souvent été critiqué, parfois taxé de « néo-colonialisme ». En quête d'un nouveau souffle dans sa coopération avec l'Afrique, la France amorce, à partir du début des années 2000, de nouvelles tendances en affichant sa volonté de s'ouvrir hors du champ classique et de favoriser le multilatéralisme. La priorité francophone cède la place à la notion de « zones de solidarité prioritaires », la question de l'aide au développement devient plus prégnante et rejoint le souhait brésilien de s'impliquer dans les questions socio-économiques africaines.

Le Brésil comme la France souhaitent donc à la fois renouveler et élargir leurs influences sur le continent africain. Les deux pays conjuguent leurs efforts et mènent une politique africaine de coopération fondée sur la stratégie du partenariat. L'effort commun se concentre sur la lutte contre la pauvreté et les inégalités, la défense de la justice sociale et du développement durable par la mise en œuvre de mécanismes innovants de financement, tel le programme Unitaid, amorcé en juin 2006, et qui a pour mission de contribuer à faciliter l'accès des populations des pays en développement aux traitements contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose en réduisant le prix des médicaments et des moyens de diagnostic de qualité. Outre cela, la coopération proprement franco-brésilienne donne lieu à des missions conjointes dans un pays africain tiers. Après une première expérience en demi-teinte en Guinée-Bissau (2005), deux autres accords ont été récemment signés avec deux autres États africains. En décembre 2008, un premier projet relatif à l'agriculture familial a été mis en place au Mozambique. Un autre programme d'appui à la pisciculture a vu le jour au Cameroun, en février 2009. Sa réalisation est confiée au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement et à l'Université de l'État de São Paulo.

²⁰ Créé en 1966, sous l'égide de Léopold Sedar Senghor, le Festival Mondial des Arts Nègres constitue un événement majeur dans la promotion des cultures africaines en général et de la négritude en particulier. Son objectif est ainsi de « parvenir à une meilleure compréhension internationale et interraciale, d'affirmer la contribution des artistes et écrivains noirs aux grands courants universels de pensée et de permettre aux artistes noirs de tous les horizons de confronter les résultats de leurs recherches », selon les mots de l'ancien Président sénégalais.

²¹ AYISSI, Anatole, « Une perception africaine de la politique étrangère de la France », *Annuaire Français des Relations Internationales*, vol. I, 2000, pp. 373-389. In. ADJOVI, Roland, *AFRI 2001*, vol. II, « La politique africaine de la France », 2001. Disponible sur <http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/adjovi2001.pdf>. Consulté le 3 avril 2010.

Dans les questions actuelles, celle des biocarburants, pour lesquels les deux pays disposent de technologies compétitives – éthanol pour le Brésil, biodiesel pour la France- demeurent un autre point central de l'aide à destination de l'Afrique. Dans leur dernière déclaration de septembre 2009, les Présidents Lula et Sarkozy affirment de nouveau leur attachement à la question des biocarburants et décident de lancer « un dialogue approfondi portant sur l'échange d'informations sur les marchés, la coopération technologique, la coopération conjointe (...) et la concertation dans des forums internationaux ». Il reste à savoir dans quelle mesure ce projet sera mis à exécution et s'il ne s'agit pas seulement de pieuses déclarations d'intention.

Conclusion

Le constat de la perte d'influence de la France sur l'échiquier mondial est un sujet de préoccupation de la diplomatie française, ce qui alimente des rapports officiels soulignant l'évidence de la disparition du pays de la scène internationale, « le monde avance et ne nous attend pas... la vision prospective semble manquer aux experts » (Tenzer, 2008)... Et, malgré la volonté réitérée de partenariat, il est souvent dit que la France ne met pas suffisamment de moyens au service de la coopération et, plus grave encore, se trouve largement absente de la conquête d'un bon nombre de nouveaux marchés en expansion que sont les domaines de la santé, de l'environnement, de l'administration, de la recherche.

Comme les experts le font remarquer des bribes de stratégie ne forment pas une politique, et on déplore le fait que la France ne dispose pas assez de *think tank* capables de produire des recommandations opérationnelles, ni d'institutions souples et adaptées aux changements de priorités d'un pays émergent tel le Brésil, qui avec sa jeunesse, sa créativité et le foisonnement de ses dispositifs s'impose comme un allié de choix dans un monde en mutation. Ce géant de l'hémisphère sud impulsera-t-il un effet d'entraînement suffisant pour faire évoluer les structures, les positions et les réflexes de l'ancien monde ?

BIBLIOGRAPHIE

- AUBREE, Marion et LAPLANTINE, François, *La Table, le livre et les esprits. Naissance, évolution et actualité du mouvement social spirite entre France et Brésil*. Paris : JC Lattes, 1990.
- BASTIDE, Roger, *Brésil, terre de contrastes*, Paris :Hachette, 1957.
- BASTIDE, Roger, *Les Amériques noires : les civilisations africaines dans le Nouveau Monde*, Paris : Payot, 1967.
- « Le Brésil et le marché mondial de la coopération scientifique », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 57-58/59-60, 2005.
- CARELLI, Mario, THERY, Hervé, ZANTMAN, Alain, *France-Brésil : bilan pour une relance*, Paris :Editions Entente, 1987
- CHONCHOL Jacques, MARTINIERE Guy, *L'Amérique latine et le latino-américanisme en France*, Paris :L'Harmattan, 1985.
- DROULERS, Martine, *Brésil, une géohistoire*, Paris : PUF, 2001.
- France diplomatie :http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/bresil_492/france-bresil_1109/index.html au 8/11/2008.
- LAMBERT, Jacques, *Le Brésil, structure sociale et institutions politiques* [trad. *Os dois Brasis*], Paris :A. Colin, 1953.
- LEVI-STRAUSS, Claude, *Tristes tropiques*, Paris :Terres humaines, 1955.
- LOUAULT, Frédéric (coord.), *Brésil municipales 2008*, 2009. Disponible en ligne. URL : http://opal.c.org/web/images/stories/Brsil_municipales_2008/Project_Collectif_AL_Master.pdf. Consulté en janvier 2010.
- LOUYOT, Anne, (coord.), *São Paulo en mouvement, des innovateurs dans la ville*, Paris :Ed. Autrement, 2005.
- MAEE, *Evaluation de la coopération française avec le Brésil (1997 – 2006) : vers un partenariat stratégique. Rapport définitif, janvier 2008*. Saint-Germain-en-Laye : SERES, 2008.
- MARTINIERE, Guy, *Aspects de la coopération franco-brésilienne : transplantation culturelle et stratégie de la modernité*, Paris : Ed. MSH, 1982.
- MORAZE, Charles, *Les trois Ages du Brésil*, Paris : A. Colin, 1954.

ROUQUIE, Alain, *Le Brésil au 21ème siècle*, Paris :Fayard, 2006.

TENZER, Nicolas, *Quand la France disparaît du monde*, Paris :Grasset, 2008.

TOURAINÉ, Alain, *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris :Odile Jacob, 1988.

« Visite d'Etat au Brésil du Président de la République française Nicolas Sarkozy. Déclaration conjointe. Brasília, 6 et 7 septembre 2009 ». Disponible sur http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Declaration_conjointe_07_09_2009-2.pdf. Consulté le 3 avril 2010.

